Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

36 | 2008

L'enquête judiciaire et ses récits - Mots, violence et
politique - Varia

Violence verbale et délit politique. 1800-1830

Natalie Petiteau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2622>

DOI : 10.4000/rh19.2622

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 75-90

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Natalie Petiteau, « Violence verbale et délit politique. 1800-1830 », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 36 | 2008, mis en ligne le 03 juillet 2010, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2622>

; DOI : 10.4000/rh19.2622

Tous droits réservés

NATALIE PETITEAU

*Violence verbale et délit politique. 1800-1830*¹

Devant leurs sources, qu'elles soient écrites ou orales, les historiens ne doivent pas cesser de se questionner sur ce que les mots veulent dire². D'autant que le travail de l'historien s'est éloigné, durant les deux dernières décennies, des approches quantitatives qui ont longtemps donné l'illusion de la vérité scientifique. Le retour du culturel et du politique, la reconsidération du rôle de l'acteur appellent un travail qualitatif prenant en compte la valeur de la parole tout en dépassant le scepticisme du *linguistic turn*. En ce sens, un angle d'approche pertinent est constitué par les mots prononcés en place publique et considérés par la police et la justice comme attentatoires au pouvoir en place : ils sont fustigés en tant que producteurs d'une violence verbale faite à l'encontre de l'autorité politique. Il s'agit ainsi d'aborder un terrain encore peu exploré, car les historiens ont jusqu'ici davantage travaillé sur la violence que sur la violence verbale³, si ce n'est lorsque Arlette Farge, mais pour le XVIII^e siècle, « pourchasse la parole pourchassée » au travers notamment des gazetins de police⁴ : mais lorsque l'existence de cette violence est mentionnée pour le XIX^e siècle, son contenu n'est que rarement analysé. Il l'est cependant plus souvent relativement à la violence dans le quotidien des relations

1. Merci à Emmanuel Fureix, mais aussi à Carole Christen et à Laurent Colantonio de leur relecture.

2. Voir sur ce sujet les travaux d'Arlette Farge, notamment un de ses derniers ouvrages : *Quel bruit ferons-nous ?*, Paris, Les prairies ordinaires, 2005, 218 p.

3. Jean-Claude Chesnais, *Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours*, Paris, Robert Laffont, 1981, 436 p. ; Alain Corbin, *Le village des cannibales*, Paris, Aubier, 1990, 204 p. ; « L'histoire de la violence dans les campagnes françaises du XIX^e siècle. Esquisse d'un bilan », *Ethnologie française*, tome 21, n° 3, 1991, p. 221-236 ; Frédéric Chauvaud, *De Pierre Rivière à Landru. La violence apprivoisée au XIX^e siècle*, Paris, Brepols, 1991, 268 p. ; *Les passions villageoises au XIX^e siècle. Les émotions rurales dans les pays de Beauce, du Hurepoix et du Mantois*, Paris, Publisud, 1995, 272 p. ; Arno Mayer, *Les furies. 1789-1917. Violence, vengeance, terreur au temps de la Révolution française et de la Révolution russe*, Paris, Fayard, 2002 (1^{re} édition en anglais en 2000), 680 p. ; Françoise Héritier [dir.], *De la violence*, Paris, Odile Jacob, 2005, 2 volumes.

4. Arlette Farge, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 9.

interpersonnelles ⁵ que dans les cas de violences verbales intervenant dans le champ du politique ⁶.

La Révolution française a tout à la fois laissé éclore une parole libérée, tant verbale qu'écrite ⁷, et réprimé tous les mots révélateurs d'attachement à l'Ancien Régime. Que pouvaient dès lors être les repères en matière de parole acceptable et de parole condamnable, spécialement dans une société de l'oral où les règles de ce que l'on en est venu à appeler la politesse étaient en pleine évolution ⁸, tandis que la Révolution a pu réintroduire en la matière une forme de brutalisation ? Dès le XVIII^e siècle, en effet, a commencé de s'imposer l'idée que la violence a résolument quelque chose de barbare et de rétrograde ⁹. Voir ce qu'il advient de ce processus de civilisation des mœurs nécessite notamment d'interroger ce que pouvait être le rapport des Français au régime du Premier Empire, puisque celui-ci, d'une part tente de clore la Révolution et la violence qu'elle a précisément déchaînée et, d'autre part, ouvre véritablement l'ère contemporaine tout en renouant avec une forme de civilisation de cour. Pour ce faire, il s'agit notamment d'être attentif à la parole relative à la chose publique qui permet de cerner les modalités du rapport des citoyens au politique.

Réfléchir à la portée des mots prononcés au sujet du régime ou de son chef doit cependant se faire en s'efforçant de recomposer l'espace signifiant dans lequel ils s'inscrivent, qu'ils soient écrits ou initialement oraux. Cela pose particulièrement la question des modalités de l'expression d'une opposition, dans un pays qui n'en est qu'aux balbutiements des apprentissages démocratiques, et dans une société où la place qui revient à l'oral est essentielle dans la circulation des opinions. Pour tenter d'y répondre, il convient tout d'abord de rappeler que l'on entend par violence toute action concrète dirigée contre quelqu'un, sous réserve qu'elle soit reconnue comme telle tant par celui qui en use que par celui qui en est la victime ¹⁰. Ce qui, à propos plus précisément de la violence verbale en politique, invite à voir celle-ci dans tout ce qui est considéré comme portant discrédit sur le gouvernement en place, au point d'être peu à peu légalement défini. Récemment, un groupe d'historiens a

5. Voir les travaux, mentionnés ci-dessus de Frédéric Chauvaud, ainsi que les recherches fondées sur les archives judiciaires. Ainsi un mémoire de maîtrise réalisé par Isabelle Martin sous notre direction consacrer un chapitre à la violence verbale entre particuliers mais aussi à l'égard des agents de l'autorité, maires, gendarmes ou gardes champêtres : *Larrons, griveleurs et infracteurs : les délinquants du canton de Pertuis et Sault de l'an X à 1815*, Université d'Avignon, juin 2002, p. 46-49.

6. Voir toutefois l'ATIP, « L'assaut verbal en politique. L'insulte en Europe et en Amérique latine, de la fin du XVIII^e siècle à nos jours. » : http://www.passerelle.u-bourgogne.fr/publications/atip_insulte/index_v2.html. Ces travaux ont donné lieu à une publication récente : Thomas Bouchet, Matthew Leggett, Jean Vigreux, Geneviève Verdo [dir.], *L'Insulte (en) politique. Europe et Amérique latine du XIX^e siècle à nos jours*, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2005, 291 p.

7. Voir notamment Sophie Wahnich, *La longue patience du peuple. 1792. Naissance de la République*, Paris, Payot, 2008, 536 p.

8. Norbert Élias, *La civilisation des mœurs*, Paris, Presses Pocket, 1976 (1^{re} édition, 1939), 342 p.

9. Arno Mayer, *Les furies...*, ouv. cité, p. 69.

10. Frédéric Chauvaud, *De Pierre Rivière...*, ouv. cité, p. 7.

précisé le rapport entre violence verbale et insulte en politique en montrant le rôle de la parole dans l'élaboration de l'espace du politique ¹¹.

Les propos injurieux font partie du quotidien des villageois : toutes les archives judiciaires le montrent, la violence verbale est au cœur des relations de la société ancienne. On sait en effet l'importance de cette violence des mots au cabaret et dans les foires, où, par exemple, la fanfaronnade est affaire d'honneur : « Les quolibets et les railleries distillés avec parcimonie ou déversés sans retenue sont des éléments d'un système de régulation sociale. Ils constituent à la fois une manière de prévenir la violence des individus en instituant un contrôle effectif et une façon d'exercer une coercition sans contrainte physique à l'encontre des attitudes déviantes ou considérées comme telles » ¹². Toutefois, les tribunaux ont moins souvent à connaître des injures entre personnes de même condition que des insultes proférées à l'égard d'une autorité supérieure. Dès les lendemains de Brumaire, l'État napoléonien a prolongé les pratiques policières antérieures et a placé sous une surveillance systématique l'ensemble des sujets de l'Empire, et ce de façon plus serrée en milieu urbain que dans les espaces ruraux. Ces pratiques sont codifiées à partir de 1810, l'article 222 du code pénal précise alors que les individus doivent respecter « les dépositaires de l'autorité et de la force publique ». De même l'article 352 du code de procédure criminelle prévoit de punir les auteurs de calomnies : « sera coupable du délit de calomnie celui qui, soit dans des lieux ou réunions publiques, soit dans un acte authentique et public, soit dans un écrit imprimé ou non qui aura été affiché, vendu ou distribué, aura imputé à un individu quelconque des faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à des poursuites criminelles ou correctionnelles, ou même l'exposeraient seulement au mépris ou à la haine des citoyens ». C'est ainsi que les mots hostiles au régime sont pour une partie d'entre eux parvenus jusqu'à l'historien, délimitant un espace de la violence verbale constitutif de cadres de la vie politique d'alors, prolongeant la prise de parole démocratique instaurée durant la Révolution ¹³. Ne s'agit-il pas, de ce fait, de repérer certains modes de repli de la voix du peuple qui a su se faire entendre devant les assemblées de la Révolution et qui est désormais condamnée à une forme de clandestinité alors même qu'elle aspirait à ne plus être confisquée par un tyran ¹⁴ ?

Reste que la connaissance de la violence verbale tient à sa transcription, laquelle dépend de ces règles du code pénal puisque c'est leur transgression qui induit leur affleurement dans les archives de la police et de la justice. Au-delà, il s'agit de s'interroger sur le sens profond de telles expressions

11. Voir notamment l'ATIP, « L'assaut verbal en politique » cité supra.

12. Frédéric Chauvaud, *De Pierre Rivière...*, ouv. cité, p. 49.

13. Jacques Guilhaumou, *L'avènement des porte-parole de la République (1789-1792). Essai de synthèse sur les langages de la Révolution française*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 1998, 306 p.

14. Sophie Wahnich, *La longue patience...*, ouv. cité, p. 498 notamment.

d'hostilité : que permettent-elles de saisir des sentiments des populations ? Car on travaillera ici, en raison même des voies par lesquelles ces mots parviennent à l'historien, sur des injures qui à un moment ou à un autre ont pris un caractère public puisqu'elles ont été saisies par les autorités. Mais ce qui se crie ainsi, ou même ce qui se murmure, mais avec des intonations suffisantes pour être entendu par un agent de la police, jusqu'où est-ce l'écho des propos demeurés à jamais dans le cercle du privé et de l'inaudible ? En soulignant avec les linguistes la valeur performative de la parole, il convient en tout cas de relever ce qui est considéré comme paroles qui tuent et comme mots disqualifiants. Mais, de même que la rumeur, la parole violente, dans la façon dont elle apparaît dans les sources rédigées par les fonctionnaires, se trouve soumise à un travail de reconstruction « par la simple opération de l'écriture qui gomme les réalités d'un espace linguistique dont l'unification n'est pas encore achevée. Le contenu du message est souvent résumé, tronqué, voire délibérément tu par les fonctionnaires »¹⁵. Il ne faut pas pour autant renoncer à une lecture de ces sources car elles permettent tout de même de cerner ce que sont les espaces de la violence verbale. Elles renseignent également sur la violence des mots du politique, au sens de ce qui concerne la vie de la Cité. De plus, en comparant les deux régimes du début du XIX^e siècle, qui ont en commun de refuser aux citoyens redevenus sujets le droit de voter, il est possible de saisir certains traits de la politisation des années 1800-1830, période soumise à deux types de régime qui surveillent tant les cris et écrits séditieux que les sources abondent. Elles ont permis cette première investigation qui révèle des pans souvent oubliés de la politisation des Français à l'aube des temps contemporains. Le présent article ne vise nullement à l'exhaustivité, il ambitionne seulement, par sondages dans certaines sources, par synthèses d'approches réalisées par ailleurs, de se donner de nouveaux moyens pour lire sans anachronismes certains fonctionnements des espaces publics des lendemains de la Révolution. Il voudrait en revanche soumettre à examen un registre de vocabulaire puisé non pas dans des sources politiquement élaborées – imprimés étudiés jusqu'ici¹⁶ – mais dans des paroles séditieuses « ordinaires », captées par les autorités.

LES ESPACES DE LA VIOLENCE VERBALE

Les apparences de démocratie préservées par le régime consulaire puis impérial ont donné des occasions très officielles d'exprimer une violence verbale contre le régime. Il en a été ainsi des plébiscites des ans VIII, X et

15. François Ploux, *De bouche à oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 2003, p. 9.

16. Raymonde Monnier, *L'espace public démocratique. Essai sur l'opinion à Paris, de la Révolution au Directoire*, Paris, Éditions Kimé, 1994, 287 p. et *Républicanisme, patriotisme et Révolution française*, Paris, L'Harmattan, 2005, 356 p.

XII. Dans le Gard, Jean Seguin, le 19 mai 1804, ajoute à son vote négatif les mots « point de tyran », à la suite de quoi il a été arrêté puis remis en liberté en août, mais dès lors étroitement surveillé durant tout l'Empire¹⁷. Réjouissances imposées par le nouveau pouvoir orchestrant ainsi sa propre glorification, les fêtes de souveraineté, souvent de commande, sont aussi des occasions officielles d'expression de protestation contre le régime. Ainsi, en novembre 1801, à l'occasion des célébrations organisées en souvenir de la journée du 18 brumaire, une farandole a parcouru les rues de Carpentras, « en chantant la Marseillaise et tenant autres mauvais propos qui excitaient à la révolte en criant "Vive la Montagne, les aristocrates seront pendus" »¹⁸. La surveillance policière exercée en cette journée révèle donc que la Marseillaise est déjà considérée comme un chant subversif, tandis qu'elle montre comment, en cortège, les tenants de la République jacobine osent exprimer leurs convictions, alors que le Consulat est établi depuis déjà deux ans. S'il n'y a pas là réelle violence verbale, elle est tout au moins reçue comme une provocation par les policiers. Les fêtes officielles sont de plus des lieux d'expression d'une opposition individuelle. En 1806, lors de la fête du 15 août, un chanoine de l'église d'Avignon a tenu des propos jugés nocifs et pernicieux : parce qu'il semble avoir voulu faire le procès de la Révolution, ce chanoine est accusé d'attiser les braises encore chaudes des troubles récents¹⁹. La violence verbale n'existe ici qu'en fonction de la lecture que le présent veut donner du passé proche.

Les espaces publics sont ceux où la parole condamnable, aux yeux des autorités du moins, est saisie par les mouches de la police, laquelle fixe ainsi *de facto* la nature de la violence verbale en politique : on expulse de Paris quelques « oisifs des cafés » pour propos jugés inconvenants contre le gouvernement. Mais les cafés de Chambéry, par exemple, sont alors aussi des lieux où se font entendre de semblables mots. Et bien avant la publication des règles fixées par le code pénal, les arrestations d'individus pris en flagrant délit de paroles injurieuses envers Napoléon ou de simples propos *contre* lui se multiplient²⁰. Les salles de spectacles sont aussi un terrain propice au déchaînement des affrontements verbaux, lesquels peuvent partir de prises de parole pacifiques²¹. À Honfleur, en avril 1815, un sous-lieutenant de la jeune garde propose de faire chanter une chanson en l'honneur

17. Arch. dép. Gard (Archives départementales du Gard), 1 M 516, et Bulletin de police du 23 août 1804.

18. Voir le mémoire de maîtrise de Claude Allègre, *De la fête officielle à l'action politique autonome : l'exemple du Vaucluse sous le Consulat et le Premier Empire (1799-1815)*, soutenu à l'Université d'Avignon en 2001.

19. Arch. dép. Vaucluse (Archives départementales du Vaucluse), 1 M 2, n° 693, lettre du 16 août 1806 au ministre de l'Intérieur, au ministre des Cultes, au conseiller d'État chargé du deuxième arrondissement de la Police générale, citée dans Sébastien Giraudeau, *Le rôle du préfet de Vaucluse sous le Premier Empire*, mémoire de maîtrise sous la direction de Natalie Petiteau, Université d'Avignon, 1999, p. 50.

20. Arch. nat. (Archives nationales), F7 3089, feuilles de travail du premier arrondissement de la police générale, 27 juillet 1804.

21. Arch. nat., F7 3829-3837, rapports du préfet de police de Paris sous le Consulat et l'Empire.

de Napoléon. Mais en ces temps de fragile restauration impériale, l'acteur refuse cette digression, soutenu par une salle qui demande la pièce et incite à mettre le militaire à la porte ²². En un temps où l'espace des expressions de l'opinion est restreint, le théâtre est un lieu essentiel du politique ²³.

La violence verbale fuse souvent en direction de ceux qui, par leur uniforme militaire, sont automatiquement assimilés à des soutiens du régime. Ainsi, en juillet 1804, Isidore de Gohin, émigré rentré, s'est battu en duel avec l'aide de camp du général Girardin, « auquel il avait manifesté sa haine contre le gouvernement » tout en cherchant à « avilir l'uniforme national ». Jugé comme ayant « des opinions très mauvaises », il est dès lors assigné à résidence ²⁴. Cette forme de violence peut aussi être collective : à la même période, le dimanche 15 juillet 1804, les officiers de la garnison de Saint-Tropez sont insultés publiquement lors d'une foire se déroulant sur la commune de Grimaud. Alors qu'ils dansaient avec les jeunes filles des villages environnants, une troupe de paysans est venue les interrompre brutalement, en interdisant à quiconque de s'amuser en ce lieu sans leur permission et, tout en frappant les militaires, ils les insultèrent et les qualifièrent du nom de « soldats d'empereur » ²⁵. Certes, les paysans ont sans doute vu en ces hommes des individus n'appartenant pas à leur groupe, à exclure, donc, de toutes relations avec les filles du village – relations d'autant plus redoutées que, par leurs uniformes, ils peuvent bénéficier d'un prestige dont eux-mêmes sont dépourvus. Reste que, le fait même que ces militaires soient stigmatisés au titre de leur service du régime renseigne sur la perception de celui-ci, en même temps que sur les voies de la violence verbale : stigmatiser l'inféodation à un régime honni est une façon de manifester une évidente hostilité à autrui. Et c'est d'ailleurs bien hors de tout conflit en matière de contrôle d'un marché matrimonial qu'en avril 1805, Louis-Noël Lefebvre, garçon boulanger à Creil, a raillé un militaire en lui disant « qu'il tenait le parti d'un gueux et d'un voleur de république » ²⁶.

Mais l'injure ne demeure pas cantonnée au registre de l'oralité. Elle s'exprime dans des pamphlets vendus par des colporteurs, du moins jusqu'à ce que ceux-ci succombent, au cours du Consulat, à la répression orchestrée contre eux ²⁷. Elle pénètre, par les placards apposés dans les lieux publics, le domaine de l'écrit. À Nîmes, dans la nuit du 7 au 8 juin 1804, un groupe d'opposants appelé les *Implacables* affiche sur les places publiques des mots

22. Arch. nat., BB18 951, rapport émanant de la cour impériale de Caen, 30 avril 1815.

23. Voir, pour la Restauration, Sheryl Kroen, *Politics and Theater : the Crisis of Legitimacy in Restoration France, 1815-1830*, Berkeley, University of California Press, 2000.

24. Arch. nat., F7 3089, feuilles de travail du premier arrondissement de la police générale, 27 juillet 1804.

25. Arch. dép. Var (Archives départementales du Var), 6 M 17/1.

26. Arch. nat., F7 3089, feuilles de travail du premier arrondissement de la police générale, 26 avril 1805.

27. Arch. nat., F7 3089, feuilles de travail du premier arrondissement de la police générale, 27 juillet 1804.

insultants pour Napoléon et pour sa famille. Le maire de Nîmes essaie alors de défendre ses administrés en dédramatisant la sédition : « Les placards séditeux sont l'ouvrage de quelques êtres infâmes corrompus par l'or de nos éternels ennemis », précise-t-il afin de ne pas laisser penser que sa ville abriterait un parti de mécontents ²⁸. À Tarascon, le 31 mars 1812, on a trouvé à l'hôtel de ville un buste de l'empereur recouvert d'une inscription injurieuse ²⁹. On utilise ainsi les espaces de la propagande impériale pour répondre de façon explicite, en affichant ce que l'on pense du souverain. Mais la violence des mots écrits surgit parfois sur de simples billets, tels ceux qui sont glissés un soir sous la porte du maire d'une commune proche de Verdun, en même temps qu'ils sont répandus dans l'écurie de la gendarmerie : ils portent des injures contre l'empereur ³⁰, exprimées là encore en des lieux symboliques.

Ainsi, l'espace public de l'Empire bruisse de nombreux propos révélateurs de ce que, même parmi les anonymes les plus modestes, il existe des voies d'expression d'hostilité au régime. S'il se donne la peine de lire les abondantes sources produites par l'Empire même, l'historien découvre que la France n'est pas alors aussi engourdie que ne le laissent penser certains clichés. Reste la question encore non résolue de la géographie de cette violence, dont on peut soupçonner qu'elle est plus vive là où les affrontements de la Révolution ne sont pas cicatrisés. Mais en attendant de pouvoir répondre à cette question, il convient de mieux cerner les contenus de cette violence verbale.

LA VIOLENCE DES MOTS DU POLITIQUE

Point n'est besoin de se risquer à l'explicite sur les registres des plébiscites pour être repéré comme un opposant, car la police exerce une surveillance vigilante sur tout propos révélateur d'une simple hostilité individuelle : nombreux sont ceux qui se trouvent placés en surveillance pour de telles paroles saisies par la police ³¹. Et ce dès le Consulat, qui est un temps de mise au pas de tous les opposants, royalistes d'une part, républicains de l'autre. Mais l'épuration trouve encore à s'exercer au début de l'Empire. Ainsi, en novembre 1804, un boucher est simplement mentionné comme « à surveiller », après avoir été jugé violent et tenant des propos contre l'empereur ³². Souvent, les autorités décident de déplacer les indésirables en les forçant à partir résider dans un département éloigné de leur résidence habituelle ³³. Plus radicalement, nombreuses

28. Arch. dép. Gard, 1 M 516, citées dans Julie Salle, *La perception du Premier Empire dans le Gard (1804-1815)*, mémoire de maîtrise sous la direction de Natalie Petiteau, Université d'Avignon, 2000.

29. Bulletin de police du 11 avril 1812.

30. Arch. nat., AF IV 1525, Bulletin de police des 1-2 janvier 1813.

31. Arch. dép. Gard, 1 M 511 à 513.

32. Bulletin de police du 7 novembre 1804, dans Ernest d'Hauterive, *La police secrète du Premier Empire. Bulletins quotidiens adressés par Fouché à l'empereur*, Paris, Perrin, 1908-1964, 5 volumes.

33. Voir à titre d'exemple aux Archives nationales les feuilles de travail des arrondissements de police : F7 3089-3092 entre autres, pour ce qui est du 1^{er} arrondissement de la police intérieure.

sont les personnes arrêtées pour simples paroles séditieuses : en janvier 1808, un ex-capitaine du génie, devenu professeur de mathématiques, est placé en détention arbitraire « pour propos contre l'empereur et le gouvernement » ; en avril, un fabricant nîmois, mais aussi un forgeron du Pas-de-Calais, sont arrêtés pour les mêmes raisons. Mais il est possible de recenser bien d'autres placements en détention pour injures à l'empereur. Les femmes ne sont pas absentes de cet espace de contestation verbale : à titre d'exemple, citons la femme Clevers qui adresse au ministre une lettre « pleine d'atrocités contre Sa Majesté »³⁴. Reste que la teneur exacte de ces injures n'est que rarement évoquée, comme si les autorités répugnaient à transcrire avec exactitude la violence verbale déployée contre le souverain : les rapports citent des « propos contre Sa Majesté », des « propos injurieux », des « propos infâmes », des « propos horribles ». Il n'est en tout cas plus de violence verbale que dans les injures contre le souverain.

Toutefois certaines sources laissent affleurer davantage de précisions : ainsi, en décembre 1800, à Châlon-sur-Saône, Disson, connu comme l'un des révolutionnaires du département de Saône-et-Loire, est arrêté pour avoir traité Bonaparte de « tyran » et d'« usurpateur » ; quelques semaines plus tard, un tisserand de 47 ans est arrêté dans le canton d'Albi pour avoir entre autres traité le premier consul de « coquin » et de « scélérat », tout en proférant des menaces contre sa vie³⁵. À Toulon-sur-Arroux, en septembre 1800, Bonaparte est qualifié non seulement d'« usurpateur », mais aussi de « fripon » et de « gueux »³⁶. À Toulouse, en mai 1803, Joseph Reynier, maître valet au château de Nouailles, traite Bonaparte de « couillon » et lance un « merde pour les républicains et pour Bonaparte »³⁷. Au même moment, dans le canton d'Aumenil, dans l'Yonne, le premier consul est traité de « f... gueux » et de « coquin » par un maréchal-ferrand âgé d'une cinquantaine d'années. En juillet 1806, François Grave est arrêté dans le département du Rhône après avoir déclaré que l'empereur n'était qu'un « gueux » et un « scélérat »³⁸. En avril 1812, un cordonnier de Chambéry, Claude Duvivier, âgé de 56 ans, est arrêté pour avoir chanté dans un cabaret une chanson dont les couplets se terminaient par « Napoléon est un cochon »³⁹.

La violence verbale ainsi repérée par les autorités puise donc dans un registre de l'injure qui fait souvent pénétrer dans l'espace du politique les mots des heurts interpersonnels, même si, par ailleurs, les expressions « tyran » et « usurpateur » apparaissent à de nombreuses reprises. De ce fait, la violence verbale exprime contre le chef de l'État une haine en quelque

34. Bulletin de police du 9 février 1808.

35. Arch. nat., BB3 140, délits politiques, 8 nivôse an IX.

36. Arch. nat., BB3 140, délits politiques, 23 vendémiaire an IX.

37. Arch. nat., BB3 140, délits politiques, 18 floréal an XI.

38. Arch. nat., BB3 144, délits politiques, 2 juillet 1806.

39. Arch. nat., BB3 145, délits politiques, avril 1812.

sorte banalisée, ce qui peut être lu comme une volonté d'avilissement qui n'incite en rien à la clémence. Mais cette violence verbale ne néglige pas non plus de qualifier politiquement le souverain d'une façon fort négative, soulignant le contraste avec les valeurs révolutionnaires et mettant l'accent sur les modalités de la conquête du pouvoir. Au total, cette violence verbale est essentiellement tournée contre celui qui détient le pouvoir, même si l'on peut encore très ponctuellement repérer d'anciens chouans traitant les Français de lâches du fait de leur acceptation du régime ⁴⁰.

Aux injures s'ajoutent souvent des menaces, autre forme de violence verbale qui n'échappe pas aux autorités. Ainsi, en juillet 1804, un nommé Romangin purge une peine à la prison de La Force pour avoir tenu des propos contre l'empereur et « avoir dit que dans six mois il n'existerait plus » ⁴¹. Ces menaces se font du reste parfois plus précises. Dans le canton d'Auménil, en mai 1803, il a été dit que Bonaparte méritait la guillotine ⁴², façon de le placer dans la continuité d'une Révolution qui dévorait ses enfants, et de le ravalier au rang des Danton et Robespierre. Un matelot de Dieppe est emprisonné pour sa conduite lors de la remise des drapeaux à Boulogne, car il y brisa son sabre et en ramassant la pointe il prononça ces mots : « Je voudrais que ceci fût dans le ventre de l'empereur » ⁴³ : le premier capitaine de son temps est ici condamné à mourir sous une arme de soldat. De même, dans le département du Gers, au printemps de 1805, une femme est arrêtée pour avoir dit, à l'époque de l'avènement de Napoléon, « À présent qu'il a tout ce qu'il veut, il ne lui manque qu'un coup de fusil » ⁴⁴. En mars 1812, à Lille, des placards portent les mots de « mort au tiran », d'autres appellent à « purger la terre d'un monstre », d'autres encore placardent des affiches, avec un rêve de légalité, proclamant la condamnation à mort de Napoléon ⁴⁵. Mais plus largement toute parole prédisant une fin de règne est jugée comme attentatoire à la stabilité du régime : en novembre 1804, on arrête un maçon de la Loire-Inférieure, Maturin Gourand, car il avait tenu des propos semblant annoncer un complot contre le gouvernement, disant notamment « la partie est finie, nous l'avons gagnée, Napoléon ne résistera pas longtemps » ⁴⁶. En mars 1812, dans le contexte de très mauvaises récoltes et de hausse du prix du pain, on arrête Louis Pierre Marin

40. Arch. nat., BB3 147, 14 prairial an XII, interrogatoire de Jean Riboux par le magistrat de sûreté de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou.

41. Arch. nat., F7 3089, feuilles de travail du premier arrondissement de la police générale, 27 juillet 1804.

42. Arch. nat., BB3 140, délits politiques, 18 floréal an XI.

43. Arch. nat., F7 3089, feuilles de travail du premier arrondissement de la police générale, 18 janvier 1805.

44. Arch. nat., BB3 146, délits politiques.

45. Arch. nat., BB3 145, délits politiques, mars 1812.

46. Arch. nat., F7 3089, feuilles de travail du premier arrondissement de la police générale, 23 novembre 1804.

Bellièrre, car il est soupçonné d'être l'auteur d'un placard portant cette inscription : « Napoléon, si tu ne fais diminuer le blé, tu pourras bien y sauter »⁴⁷.

Se montrer certain que l'on va triompher du régime en place, c'est attirer contre soi la violence de la répression, même si les autorités elles-mêmes tendent souvent à dépolitiser ces affaires en mettant de tels propos sur le compte de l'ivresse de celui qui les prononce. D'ailleurs, s'il est dit, par exemple, que les propos du garçon boulanger Lefebvre l'ont été alors qu'il était ivre, cela vient justifier certes l'absence de mise en jugement, mais aussi le maintien en détention par simple mesure de haute police, donc de façon totalement arbitraire, sans aucun jugement. À la violence verbale répond donc alors une violence policière réelle mais feutrée. Pourtant, cette violence verbale n'allait pas ici jusqu'à des menaces de mort mais se limitait, rappelons-le, à l'expression d'un mépris pour le souverain, qualifié de gueux et de voleur de République⁴⁸. Précisément, dans un régime où le pouvoir est absolu, la menace contre l'honneur du souverain est considérée comme aussi lourde de violence que la menace contre sa vie.

Enfin, n'oublions pas que la violence verbale prend d'autant plus aisément sens qu'elle est parfois mêlée à la violence physique. Si les archives du Var n'ont pas conservé trace des poursuites judiciaires sans doute faites contre les meneurs du bal de Grimaud du 15 juillet 1804⁴⁹ – dont l'identité politique échappe de ce fait à l'historien –, cette scène est révélatrice de la façon dont se mêlent violence physique et violence verbale : ici, l'expression « soldats d'empereur » est d'autant plus rapidement assimilée à une insulte qu'elle fuse au milieu d'une rixe. La violence verbale intervient d'ailleurs souvent comme prodrome de la violence physique⁵⁰.

Lorsque la violence verbale s'affiche sur les murs, l'historien a alors le loisir d'en saisir les mots. Ainsi, les placards de Nîmes, évoqués plus haut, sont fort riches sur le sujet :

« Nous promettons et jurons d'avoir en exécration les odieux Napoléon, Joseph et Louis Bonaparte. Qu'à la honte des Français ce premier scélérat insulaire après avoir fait périr des milliers d'hommes pour anéantir les prétentions royales a eu l'audace et perfide ambition de se nommer empereur de France. Périssent le tyran. C'est le vœu du peuple à l'exception d'une foule de vils adulateurs et des nouveaux

47. Arch. nat., BB3 145, délits politiques, lettre du 27 août 1814 faisant état de cette affaire de 1812.

48. Arch. nat., F7 3089, feuilles de travail du premier arrondissement de la police générale, 26 avril 1805.

49. Les investigations dans la série U, justice de paix (10 U 847), tribunal de première instance (7 U 29/1), ou tribunal criminel (2 U 6/29) sont demeurées infructueuses tandis que les noms figurant dans le rapport référencé dans la note précédente n'apparaissent sur aucune des listes nominatives de la commune ou du canton (1 M 14/1, statistique morale du département; 2 M 2/4, collège électoral, 2 M 2/5, liste des plus imposés).

50. Alain Corbin, *Le village des cannibales*, ouv. cité.

seigneurs rampants, sortis de la boue. En un mot, le sort d'Alexandre et de César lui est réservé, cette prédiction tôt ou tard sera accomplie. Les implacables » ⁵¹.

Manifestement, les auteurs ont été nourris de culture classique : la comparaison entre les différents placards souligne que la violence verbale en politique s'exprime en registres distincts, liés aux différents groupes sociaux représentés. La hardiesse des injures apparaît plus vive encore en ces lignes plus maladroitement rédigées en juin 1809 à Nîmes :

« Buletain du tiran Bonnaparte

Au peuple éveille toi. Ne prévois-tu pas que le cruel Bonnaparte couverts de sang et de tous crimes par son infamme ambition fait perrir tous les Français. Levons nous tous en masse avec le fer à la main. Assassinons les autorités et volons à Paris pour poignarder le perfide et son Sénat qui ne valent pas plus que lui.

Il a chié des croix de sang pour se faire un party
Bradefer » ⁵².

Dans cette âpre protestation contre un souverain ici dépeint comme un ogre bien avant l'épanouissement de la légende noire, surgissent des mots qui sont des réminiscences révolutionnaires indéniables puisque l'on appelle à une levée en masse. Ailleurs, sur de semblables affiches séditeuses lisibles de façon éphémère, on proteste, comme à Tulle en décembre 1804, contre Napoléon « et toute sa clique » et on inscrit en même temps des vivats pour Louis XVIII ⁵³. L'entourage de Napoléon, particulièrement les sénateurs, comme le dénoncent les placards de Nîmes, est donc lui aussi objet de contestations, vu comme un groupe de profiteurs enrichis sur le dos du peuple. Parfois même, ces écrits appellent à l'insurrection, il en est ainsi d'un placard apposé sur les murs de Mantes-la-Ville dans la nuit du 28 décembre 1812 ou d'un autre placard affiché à Strasbourg dans la nuit du 1^{er} janvier 1813 ⁵⁴.

Les mots de ce que l'Empire stigmatise comme de la violence contre le régime indiquent combien l'espace du politique est occupé alors par des hommes bien plus que par des idéologies, lesquelles ont été, il est vrai, étouffées peu à peu au cours du Consulat. Il n'est plus question de fraternité ou d'égalité, de République ou de Nation, mais essentiellement d'un souverain, ou de ce qui est assimilé à sa cour, la protestation verbale ou l'injure prenant acte, finalement, de la nature même du régime. Les références à une figure

51. Arch. dép. Gard, 1 M 516, citées dans Julie Salle, *La perception du Premier Empire dans le Gard (1804-1815)*, mémoire cité.

52. *Ibidem*. L'orthographe initiale du placard a été respectée.

53. Bulletin de police du 24 décembre 1804.

54. Arch. nat., AF IV 1525, Bulletin de police des 1^{er}-2 janvier 1813.

opposée, celle du roi Bourbon, confirment que les Français persistent encore très largement à lire le politique en termes de personnes et non d'idées.

LA MONARCHIE RESTAURÉE ET LES INVERSIONS DE LA VIOLENCE VERBALE

Le changement de régime, en 1814 puis en 1815, laisse apparaître les processus d'inversion dans l'appréciation de la violence verbale. Les querelles politiques se font alors à coup de « Vive le roi ! » pour les uns, « Vive l'empereur ! » pour les autres ⁵⁵. Parce que le régime a changé, l'historien a soudain l'occasion d'entendre d'autres voix : voué à dépendre des autorités qui constituent ses sources, il est, soulignons-le encore, condamné à n'entendre que ce que l'ordre identifie comme désordre, sans même savoir aisément – si ce n'est au prix de patients travaux de micro-histoire – qui, sur le terrain, réprime, qui se cache derrière le gendarme et le juge ⁵⁶. Quoi qu'il en soit, l'historien recueille cette fois les mots des opposants à la Restauration, émanant essentiellement des partisans de Napoléon. Bien vite, les autorités sont confrontées à une violence verbale face à laquelle elles réagissent en faisant voter la loi du 9 novembre 1815 sur les cris, propos et écrits séditieux. Cette dernière permet de réprimer légalement, entre autres, toute référence à Napoléon et assimile l'annonce d'une fausse nouvelle à un acte séditieux, si bien que tous les colporteurs de rumeurs, si nombreux dans la France du XIX^e siècle ⁵⁷, deviennent aussi des vecteurs de violence verbale, du moins dans l'acception du régime – puisque colporter une rumeur revient à commettre un acte attentatoire à la tranquillité des Bourbons. De plus, la loi du 27 décembre établit les cours prévôtales, destinées à juger de certains crimes politiques ; or sont ainsi définies les menaces contre le roi et sa famille, la provocation directe ou indirecte au renversement du gouvernement et à la modification de l'ordre de succession au trône, les réunions séditieuses et les rébellions à main armée. Les inculpés sont ensuite justiciables des tribunaux criminels tandis que les instances correctionnelles jugent les atteintes portées au respect dû au roi ou le port d'insignes prohibées. On réprime donc les cris de « Vive l'empereur ! », les insultes au roi, les fausses nouvelles, les chansons à la gloire de Napoléon et de l'Empire exprimant l'espoir d'un retour, on s'attaque également aux auteurs de placards subversifs ⁵⁸. Ainsi, à l'exception des délits de rébellion et

55. Arch. nat., BB18 951, lettre du procureur de la cour de Douai au conseiller d'État chargé de la correspondance du ministère de la Justice, 6 mai 1815.

56. Voir toutefois les divers travaux en cours sur la gendarmerie répertoriés dans Jean-Noël Luc [dir.], *Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie. Guide de recherche*, Service historique de la gendarmerie nationale, 2005, 1105 p.

57. François Ploux, *De bouche à oreille...*, ouv. cité et Jean-Claude Caron, *L'été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, Paris, Aubier, 2002, 348 p.

58. Bernard Ménager, *Les Napoléon du peuple*, Paris, Aubier, 1988, p. 16-17.

de port d'insignes prohibés, les crimes politiques sont avant tout de l'ordre de la violence verbale. La monarchie, en codifiant ce que l'Empire avait pratiqué hors de toute légalité, contribue à désigner plus que jamais la parole comme porteuse de menace pour le régime en place. Il y a bien, dans la France des années 1820 et 1830, un délit de violence verbale. Et c'est au nom de cette législation que la Restauration a établi sur la France une chape de plomb comparable à celle des débuts du Consulat, dans une transparence toutefois bien plus importante que sous le régime précédent puisque les condamnés échappent à l'arbitraire d'un emprisonnement par mesure de haute police ; désormais, ils sont condamnés pour un temps bien précis, si bien que cette loi, aussi sévère paraît-elle aujourd'hui, introduit tout de même un progrès par rapport à la situation antérieure. Et puisque cette fois, ce sont les tribunaux qui condamnent très officiellement, la violence verbale est mieux que jamais désignée à la vindicte publique.

De fait, les procès se multiplient à partir de l'automne de 1815, relevant les mêmes mots de la violence verbale observée antérieurement contre Napoléon, ainsi Louis XVIII est souvent traité de cochon ⁵⁹. Par ailleurs, à Issingeaux, dans la Haute-Loire, Benoît Béraud a été arrêté comme prévenu d'avoir fait entendre dans les champs à plusieurs reprises les cris séditieux d'« A bas le roi » et de « Vive l'empereur », le tribunal correctionnel le condamne finalement à un mois de prison et aux dépens ⁶⁰, dans une forme de procédure qui n'a plus l'arbitraire des mesures de haute police de l'Empire. À la même période, à Tiranges, dans la Haute-Loire encore, le nommé Pierre Guay a dit, au sujet des réquisitions faites par les troupes des puissances alliées, « qu'on était bien bête d'y satisfaire à cause de ce B..... de gros C... de Roi, que si c'était pour l'empereur, on verrait ; que s'il y avait dix bons B.... comme lui, on ne payerait rien ». Il achève ces horribles propos par les cris de « Vive l'empereur » ⁶¹. On observe ici la retenue du rapport adressé par le procureur. La violence verbale est indéniable mais le magistrat répugne à transcrire littéralement les injures et grossièretés que pourtant chacun peut deviner au-delà des initiales inscrites. Finalement, l'homme est condamné à quinze jours de prison et aux dépens. Cette peine est présentée par le procureur comme une mesure de clémence résultant de la prise en compte « de l'ignorance absolue et de l'état d'aliénation mentale du prévenu ». Si la procédure diffère de celle des temps impériaux, elle recourt comme auparavant à une dépolitisation qui minore donc la portée de cette violence verbale.

Cependant, les nostalgiques de l'Empire ont encore continué pendant quelques mois de prendre le risque de prononcer le nom de Napoléon. Le seul exemple du tribunal correctionnel de Riom témoigne de l'abondance des

59. Arch. nat., BB3 149.

60. Arch. nat., BB18 953, Lettre du procureur de Riom au garde des Sceaux, 9 novembre 1815.

61. *Ibidem*.

affaires et de l'affluence de modestes commerçants, cultivateurs ou journaliers condamnés à plusieurs mois de prison pour avoir osé simplement crier « Vive l'empereur ! » ou « Vive Napoléon ! »⁶². Dans le Vaucluse également, des nostalgiques de l'Empire sont condamnés, tel François Vaute, agriculteur de 58 ans, qui, en juillet 1816, pour avoir simplement crié « Vive l'empereur ! » sur le seuil de sa maison, à Bédarrides, est emprisonné pour six mois et contraint de payer une amende de 50 francs. Encore lui faudra-t-il demeurer ensuite sous la surveillance de la haute police durant les cinq années qui suivront sa libération⁶³. En condamnant de tels mots, la Restauration érige en violence verbale ce qui n'est pas injure mais ce qui révèle avant tout une nostalgie d'un régime ou plutôt d'un souverain. Alors que sous l'Empire les mots des espaces politiques des anonymes dénonçaient aussi le mode de gouvernement du souverain d'alors, ici ils révèlent l'attachement à un homme plus qu'à un règne et la propension à se positionner par rapport au régime du moment en manifestant une forme de dévotion à l'égard de Napoléon, comme si la politisation induisait alors une personnification du pouvoir.

Les sources conservées dans les archives des départements, notamment les dossiers de procédures figurant dans les séries U, permettent plus souvent que les sources nationales de saisir le détail de mots condamnés. En 1821, Jean Lafargue, jeune perruquier venant de quitter l'armée, est jugé pour avoir tenu des propos contre la famille royale. Plusieurs témoins, en août 1821, l'accusent en effet d'avoir dit publiquement : « J'emmerde le roi, le comte d'Artois, le duc d'Angoulême et le duc de Berry ainsi que la duchesse. Je leur pisse au cul ainsi qu'au duc de Bordeaux⁶⁴. » Lafargue est condamné à trois mois de prison, à 50 francs d'amende et au paiement des frais de la procédure. Une fois encore, on constate que le rapport au politique se fait avant tout par le biais de personnalités. Mais on voit aussi que prononcer des mots d'une grande vulgarité à l'encontre de la famille royale n'induit pas forcément une peine plus lourde que dans le cas du simple cri de « Vive l'empereur ! ». Il est vrai que cette deuxième affaire est plus tardive que la précédente, et qu'en 1821 le régime craint moins pour sa survie qu'en 1816, d'autant que l'empereur vient précisément de mourir. Reste qu'il y a dans un cas mépris à l'endroit des Bourbons, dans l'autre appel au rétablissement de l'Empire, et la violence ne se juge donc pas à l'aune de la grossièreté, mais à celle des menaces proférées contre la royauté.

En octobre 1828, un placard affiché à Paris, dans la rue Saint-Nicolas, pro-

62. Arch. nat., BB18 951 ou BB3 149, 150, 151.

63. Arch. dép. Vaucluse, 1 M 744, lettre du maire de la commune de Bédarrides au commissaire spécial de la police à Avignon, 3 juin 1816, citée dans Alexa Brun, *Les manifestations d'hostilité au régime politique en Vaucluse au début de la seconde Restauration, 1815-1821*, mémoire de maîtrise sous la direction de Natalie Petiteau, Université d'Avignon, 2001, p. 22.

64. Arch. dép. Vaucluse, 2 U 200 : affaire Jean Lafargue, cité dans Alexa Brun, mémoire cité, p. 23.

clame « Vive Napoléon. Guerre civile à mort à Charles X et aux prêtres qui veulent nous faire mourir de faim ». Dans le même temps, des « écrits en forme de lettre » sont dispersés dans la rue des Chartons et dans la rue de Charonne, mais aussi au faubourg Saint-Marceau et au faubourg Saint-Martin : on y fait l'éloge de Napoléon et l'on y prêche la mort des Bourbons ⁶⁵. Tout ceci affleure dans le contexte d'une exaspération des ouvriers contre la vie chère et le manque d'ouvrage. Or, il est significatif que cela conduise à condamner le souverain, en des habitudes observées déjà sous l'Empire, prenant acte de ce que le pouvoir demeure entre les mains d'un seul. Cette forme de violence verbale indique que dans ce monde ouvrier parisien, l'espace du politique se situe du côté du trône et de l'autel bien plus que du côté des Chambres. Le souverain, particulièrement, est jugé responsable des malheurs du peuple, et c'est d'un autre souverain que l'on attend les améliorations. Pourtant, hâtivement, les autorités mettent cette fermentation des esprits sur le compte des « vieux révolutionnaires » présents dans les cabarets – il est vrai que tenants de la Révolution et tenants de l'empereur se mêlent alors souvent, quand il ne s'agit pas purement et simplement des mêmes personnes.

Loin des écrits théoriques et des essais politiques, l'étude de la violence verbale lisible dans l'espace politique des anonymes révèle comment, dans le quotidien des Français, le rapport au régime n'est guère vécu qu'en référence aux personnages marquants des deux dynasties qui se succèdent dans les débuts du XIX^e siècle. Il semble donc qu'aux yeux de la plupart des citoyens-sujets, la vie de la nation tienne essentiellement entre les mains d'un souverain ; changer un quotidien dont on se plaint appelle à changer de monarque. Si ces mots sont dans la continuité de la désacralisation du souverain déjà observée au long du XVIII^e siècle, ils se disent dans un registre parfois distinct de celui d'avant 1789, plus injurieux, plus politisé aussi, plus prompt à rendre le souverain responsable des maux des Français, mais tout aussi enclin, en revanche, à des appels au régicide ⁶⁶. Avant 1789 comme après 1800, le souverain demeure donc une figure absolument centrale du champ politique des humbles : continuité majeure, que la traditionnelle césure entre histoire moderne et histoire contemporaine a souvent rendue invisible.

*

En imposant les normes de la correction verbale, en stigmatisant ceux qui se permettent de contester le souverain en place, les autorités tout à la fois confirment que les contestataires touchent ainsi un point sensible, mais en même temps laissent dans le silence de ce qui n'est pas réprimé d'autres

65. Arch. nat., F7 6772, Situation politique des départements, rapport sur le département de la Seine, 21 octobre 1828.

66. Pour la comparaison, voir Arlette Farge, *Dire et mal dire...*, ouv. cité.

formes de rapport au politique. L'historien, voué généralement à ne connaître que ce que la police réprime et juge dangereux, ignore les mots du politique inscrits sur les échelons de ce qui n'est pas jugé subversif et qui, dans les conversations apaisées et discrètes, indiquent sans doute ce qu'il est advenu de certains héritages révolutionnaires mais aussi des fidélités à l'Ancien Régime. Quoi qu'il en soit, on voit bien ainsi à quel point les autorités elles-mêmes pensent l'organisation politique avant tout en termes de rapport à un souverain. Sans doute aussi les dénonciateurs savent-ils que ce sont ces propos-là qui sont inacceptables : il conviendrait d'ailleurs de pouvoir prolonger cette enquête afin de repérer ce qui, des inimitiés personnelles ou des conflits intracommunautaires, conduit aux accusations portées par un particulier à l'encontre d'un concitoyen... Peut-être serait-on ainsi conduit à minorer la politisation de ces propos.

En tout état de cause, ces premiers résultats tendent à infirmer les lectures historiennes qui ont jusqu'ici presque toujours assimilé politisation et adhésion à l'idée démocratique⁶⁷. Si l'on part du principe qu'il y a politisation à partir du moment où il y a volonté d'émettre une opinion sur le mode de gouvernement de la Cité, on ne peut nier que, dans les années 1800-1830, privées d'élection, la politisation se lit néanmoins dans ces paroles surgies puis saisies. Abondantes, aisément, trop aisément stigmatisées et réprimées, elles sont le signe de ce qu'un mécontentement existe, qui ne trouve pas à s'exprimer autrement, qui fait de l'oralité en public la seule caisse de résonance de la contestation politique. Et cela sans jamais créer des expressions réellement inédites, qui auraient été révélatrices d'idées nouvelles⁶⁸. Ces mots lancés à la cantonade ne se réfèrent pas souvent à la démocratie, ils n'en révèlent pas moins que les sujets de l'Empire puis de la Restauration aspirent bien à recouvrer une place dans la Cité, au sens politique du terme, mais c'est pour se prononcer sur le choix d'un souverain. Sans doute ce réflexe-là est-il l'un des principaux héritages politiques que l'Empire lègue au XIX^e siècle : jusqu'en 1870 et au delà, pour une majorité de Français, se prononcer sur le politique passe par la référence à des figures emblématiques, c'est ainsi que se forment les engagements partisans des uns et des autres, et c'est ainsi sans doute que l'idée républicaine a peiné à se répandre⁶⁹.

Natalie Petiteau est professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Avignon

67. Sur cette historiographie, voir Gilles Pécout, «La politisation des paysans au XIX^e siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises», *Histoire et sociétés rurales*, n° 2, 2^e semestre 1994, p. 91-125.

68. Par opposition à ce que relève Jacques Guilhaumou, *L'avènement des porte-parole...*, ouv. cité.

69. Voir sur ce thème les suggestions que nous avons également faites dans «Pour une anthropologie historique des guerres de l'Empire», *Revue d'histoire du XIX^e siècle. Pour une histoire culturelle de la guerre au XIX^e siècle*, n° 30, 2005/1, p. 45-63. Voir également notre *Les Français et l'Empire (1799-1815)*, Paris, La Boutique de l'Histoire - Éditions de l'université d'Avignon, 2008, 278 p.